

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Marc Henry Soulet, *Le silence des intellectuels*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987, 219 p.

par Stephen Brooks

Politique, n° 13, 1988, p. 169-171.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040596ar>

DOI: 10.7202/040596ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Marc Henry Soulet, *Le silence des intellectuels*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987, 219 p.

Que signifie le silence des intellectuels québécois contemporains? Personne ne discute le fait que pendant les années 1960 et 1970 ils étaient la voix du mouvement nationaliste — militants et engagés dans les rouages de l'état, dans le PQ et, en bref, construisaient un Québec moderne et indépendant. Mais dans les années 1980 le rôle sociale des intellectuels, leur participation dans la politique et dans la société du Québec, paraît fort diminuée. Il faut dire que le nationalisme lui-même paraît être une ombre de ce qu'il était antérieurement. Face à cet effondrement du nationalisme, les intellectuels se sont retirés. Pour-

quoi ce silence se demande Marc Henry Soulet? Pourquoi cette espèce de mutisme, d'autant plus remarquable venant des intellectuels québécois qui ont d'habitude beaucoup à dire?

Pour expliquer ce silence, Marc Henry Soulet se tourne vers le projet nationaliste lui-même, qu'il trouve contradictoire: une vision communautaire basée sur un projet étatiste. La «condition génétique» des intellectuels — enracinée dans les circonstances sociales et historiques — était aux antipodes de leur «condition générique» — c'est-à-dire aux antipodes de leur capacité à réussir la transcendance. Il existe toujours une tension entre l'intellectuel comme produit social et l'intellectuel comme caractère plus universel. Mais dans le cas du Québec, les Lumières de la Révolution tranquille ont perdu leur capacité d'être les hérauts d'une idée nationale quand ils ont placé leurs espoirs dans l'État et dans le projet d'indépendance politique, incarné dans le PQ. Selon Soulet, en participant à transformer un projet de vie en un projet de société, «le PQ a progressivement étouffé les pulsions initiales. D'une utopie collective, il a fait une idéologie gouvernementale» (99).

Mais le déclin des intellectuels n'est pas simplement écrit dans l'histoire du PQ. Il y a aussi le fait que les intellectuels de «l'aggiornamento» (participants au projet de bâtir un Québec moderne), les «aufklärers» comme Soulet les appelle, ont proposé une société basée sur le rationalisme, au détriment de l'appui populaire. Comme J.J. Simard écrit, «Les abstractions technocratiques ont l'effet de convaincre le citoyen qu'il n'a pas les ressources intellectuelles pour agir sur son propre milieu» (121). L'État bienfaiteur — l'État des technocrates, des planificateurs — est devenu l'État opprimant et imposant. Avec la défaite des nationalistes sur la question référendaire, l'écart entre ce que le projet nationaliste est devenu et la volonté et les aspirations de la communauté était bien évident. Soulet écrit, «Les intellectuels

ont pris leur discours pour un acte, leur parole pour la vérité de la réalité» (97). Mais «Le peuple n'a pas suivi» (95).

Parmi les causes de cet écart croissant, une des plus importantes est la crise de reproduction. Elle se manifeste dans le chômage et le sous-emploi de la génération post-Révolution tranquille. Pas étonnant que les jeunes québécois ne sont pas aussi engagés ni aussi nationalistes que l'étaient ceux des années 1960. S'ils étudiaient le commerce au lieu de la sociologie, c'est tout simplement parce que la vision nationaliste des *aufklärers* leur paraît comme quelque chose qui n'a rien à voir avec eux. Une génération «trop préoccupée de son instabilité pour pouvoir s'intéresser à autre chose. Le décalage entre ce qu'elle imaginait et ce qu'elle laissait espérer est énorme» (134). Qui le discute?

Hérauts de la modernité, les Lumières «se sont révélées aveugles dans leur entreprise» (181). Leur silence est «un mode d'expression de leur rupture avec l'entreprise de construction rationnelle de la société québécoise» (182). Comment expliquer, justifier, pardonner l'écart entre le mot et la chose, entre l'*Aufklärung* québécois et l'étatisme et le nationalisme vide du PQ? Il vaut mieux garder le silence, et battre la retraite. Beaucoup des intellectuels se tournent vers le professionnalisme, en choisissant le rôle d'expert pour assurer leur légitimité sociale.

Que faire? Dans sa conclusion Soulet déclare que «La délibération publique, la discussion collective seraient aujourd'hui les lieux de l'intellectuel» (206). Il continue, «Elle n'est plus donc à penser dans l'imposition d'un quelconque contenu d'un devoir-être mais dans la *publicisation de l'exigence d'une explicitation des normes sociales*.» Rejouer l'intellectuel dans le Québec contemporain, ce n'est pas être missionnaire, encore moins technocrate. C'est retrouver la capacité de la transcendance, «considérer l'être-ensemble comme une œuvre qui n'en aura jamais fini, comme une quête de sens inachevable» (207).

Stephen Brooks

Université de Windsor